

LE SERVICE METEOROLOGIQUE COLONIAL

Ses origines, son fonctionnement

(Deuxième partie)

par Pierre **DUVERGÉ** et Georges **FOUCART** Membres du Bureau de l'AAM

Le SMC étant créé, il fallait le faire fonctionner et, le 09.05.1929, était signé le décret portant statut des fonctionnaires du Service; il était, en gros, aligné sur celui des autres corps techniques de la FOM et notamment sur celui des Travaux Publics. Il comportait trois grades : ingénieur en chef, ingénieur et ingénieur adjoint. Le rapport de présentation indiquait la nécessité «d'un recrutement d'origine assez variée, permettant de faire bénéficier l'ensemble du cadre de disciplines et de techniques différentes». Le texte s'efforçait d'assurer une certaine liaison avec l'Université. Il fut modifié à plusieurs reprises pour des points de détail, mais de façon profonde par le décret du 07.05.1938, qui créait en même temps le corps des «assistants météorologistes», équivalent du corps actuel des Ingénieurs des Travaux. En ce qui concerne le corps supérieur, deux grades supplémentaires étaient créés : Ingénieur Général et Ingénieur Principal. Des avantages de recrutement étaient accordés aux candidats munis d'un diplôme d'Ingénieur Géophysicien ou du Certificat d'Etudes Supérieures de Physique du Globe. De même, l'avancement était facilité pour les fonctionnaires possédant certains titres et notamment ceux de docteur ès Sciences et d'ingénieur-docteur.

Le recrutement des ingénieurs commença assez rapidement après le décret de 1929, et d'abord par la titularisation des

responsables des services locaux. Parmi les premiers nommés, on trouve : BRUZON (01.05.30), ROMER (24.10.30), DE SALLES DE HYS et WEISSE (27.10.30), GUILMET (19.11.30), THOMAS (26.12.30). Le premier concours eut lieu en 1932, d'autres suivirent jusqu'en 1937.

On peut essayer une évaluation de la valeur des recrutements. Dans l'ensemble, elle était très honorable et le niveau moyen n'était guère différent de celui du corps des météorologistes de l'ONM. A titre d'exemple, sur quatre ingénieurs recrutés au concours de 1935, deux sortaient des «Mines» de Paris, un de «Supélec» et un de l'«Agro». La pierre d'achoppement était le manque de formation technique. Les nouveaux recrutés n'avaient, en général, jamais mis les pieds dans une station météorologique, et le stage consistait à passer trois mois au ministère, dans des tâches administratives !

Si bien que la majorité d'entre eux s'est formée sur le tas, dans des pays sous-développés et parfois dans un grand isolement. Les résultats atteints sont la preuve de leurs efforts d'adaptation et l'honneur de l'ensemble du corps. Par ailleurs, si leur formation technique était déficiente, ils ont rapidement dû acquérir une formation administrative. La quasi totalité d'entre eux ont eu des fonctions de chef de Service, avec la responsabilité de l'établissement et de la gestion du budget, les relations avec l'administration locale, la gestion et l'instruction des personnels indigènes, la prise en charge des problèmes d'intendance, le développement et l'inspection des réseaux, etc. Une telle expérience a généralement manqué aux fonctionnaires métropolitains de l'époque, peut-être trop consignés dans des fonctions purement techniques.

Il est difficile d'établir une synthèse des résultats acquis en ce qui concerne le développement des Services, faute d'avoir retrouvé les archives et notamment les rapports annuels. En outre, ce développement fut fort variable et souvent retardé, tant par des problèmes locaux qu'à cause du sous-développement général des Territoires. Le Service de la Nouvelle-Calédonie ne fut créé qu'en 1937, celui de la Guadeloupe en 1944, celui de la Guyane plus tard encore. Il faut souligner le cas particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon où le Service fut organisé en 1938, mais par l'ONM afin de couvrir les premiers vols transatlantiques; il ne relevait donc pas du SMC.

Dans l'ensemble, c'est d'abord sur l'extension du réseau climatologique que portèrent les efforts. Le numéro 1 des «Annales de physique du globe de la France d'Outre-Mer» donne le nombre des stations au 01.01.1933 : Indochine 426, AOF 273, Madagascar 65, Cameroun 38, AEF 36, Martinique 21, Réunion 20, Nouvelle-Calédonie 17, Togo 8, Inde 5, Guadeloupe 2, Guyane 2, Saint-Pierre-et-Miquelon 1, Somalis 1. A Madagascar en août 1937, on en comptait 217.



Après le passage du cyclone «Jenny» sur La Réunion en février 1962 : wagons renversés par le vent (photo J. Colbe).

On voit que l'Indochine, l'AOF et Madagascar disposaient alors d'une infrastructure nettement supérieure aux autres territoires. Il n'est pas étonnant de constater que c'est là également que fonctionnait, à la veille de la guerre, un véritable service de prévision, même si la veille des cyclones était une tâche essentielle pour les Services de la Martinique, de la Nouvelle-Calédonie, de l'Océanie et de la Réunion. Mais les déficiences des transmissions rendaient difficiles la collecte des données et, par suite, les fonctionnements du réseau synoptique. En outre, les incertitudes de l'altimétrie rendaient aléatoires les mesures barométriques. Enfin, les pays voisins étaient souvent plus mal lotis encore que nos territoires et le tracé régulier des cartes se révélait généralement impossible.

Quoiqu'il en soit, à la veille de la guerre, la climatologie de presque tous les Territoires d'Outre-Mer était bien connue et les grandes lignes de la météorologie tropicale étaient assez «débroussaillées» pour permettre des prévisions valables sur de vastes régions de la zone intertropicale.

Le développement des activités de géophysique a été certainement plus lent, sauf en Indochine grâce à l'observatoire de Phu-Lien, et surtout à la Martinique où la surveillance de la Montagne-Pelée fut à l'origine de travaux importants. Il faut cependant indiquer que Phu-Lien fut équipé, dès 1924, d'un sismographe Mainka et que dix ans plus tard ce fut le tour de Dakar, Tananarive, Fort-de-France, Lomé et Papeete. En 1936, un Quervain, plus performant, fut installé au Morne des Cadets (Martinique).

Dans le même temps, la publication des données climatologiques fut progressivement réalisée, l'Indochine montrant l'exemple. Le Service de l'AOF a assuré, de 1940 à 1944, la publication du «Mémento du Service Météorologique de l'EOF» en neuf volumes qui couvrent l'organisation du Service, les tables météorologiques, les codes et symboles, la climatologie avec cartes, les vents entre le sol et 3000 m, des notions de géophysique, mais surtout les «Types de Temps» de J. BARBERON qui ont permis la compréhension par tous des évolutions synoptiques sur l'Afrique Occidentale et la diffusion de prévisions quotidiennes par types de temps. La guerre a certainement empêché cet ouvrage de bénéficier de la notoriété qu'il méritait.

Enfin, nous avons déjà mentionné l'existence des «Annales de Géophysique de la France d'Outre-Mer». Cette revue trimestrielle fut éditée de 1934 à 1939 avec l'aide de l'Académie des Sciences. Elle fut, elle aussi, peu connue et vite oubliée, à tort car elle témoigne du travail et des connaissances des personnels du SMC. Notons que dans le numéro 1 (février 34), A. LACROIX, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, définissait ainsi le rôle des fonctionnaires du Service récemment créé : «être à la disposition de tous les usagers de la météorologie ou de la physique du globe, et s'ingénier à leur être utile».

Les années de guerre furent, à l'évidence, une période bien difficile pour les Services météorologiques coloniaux : pas de relève de personnel, diminution drastique des crédits, pas de livraison de matériel, remous politiques, mouvements militaires, etc. Il fallait tout faire avec rien et contribuer à l'effort militaire. Les conditions de travail étaient souvent difficiles; tout déplacement était une aventure et certains ont connu d'incroyables odyssées. Nombreux furent les séjours coloniaux ayant dépassé cinq ans. Trois ingénieurs au moins ont trouvé la mort, dans des circonstances différentes mais également tragiques : CHARLET, GOUAULT et JAUJOU. L'arrivée épisodique de météorologistes anglais ou américains, ô combien mieux équipés, eut peu d'influence sur les Services locaux; mais elle aida les personnels du SMC à perdre tout complexe d'infériorité ! Dans l'ensemble, le fonctionnement des Services a cependant pu être assuré de façon à peu près

normale, sauf en Nouvelle-Calédonie où il fut fermé de 1943 à 1947.
Puis ce fut la fin des combats et, très vite, l'ordonnance d'unification du 02.11.1945 suivie, par arrêté du 18.08.1946, de l'intégration des quelques 45 ingénieurs du SMC dans le



Le «mur de sable»,
phénomène dangereux des zones désertiques (doc. Météo-France).
... Ce sont des masses énormes de poussière et de sable, soulevées par un vent terrible qui commence de venir jusqu'à nous... Jamais nuages réels n'ont été aussi opaques et aussi noirs que ceux qui s'avancent pour nous recouvrir... on ne respire plus; le soleil s'obscurcit et on voudrait fuir...
Pierre LOTI «Vers Ispahans», 1904

corps unique. Nous renvoyons ici le lecteur à R. TROCHON; dans le numéro de la «Météorologie» de janvier 1946, il retrace la genèse de cette réforme dont les premiers intéressés ont tout ignoré jusqu'à son issue. En ce qui concerne la spécificité des structures administratives d'Outre-Mer, il écrit : «Le budget de la Météorologie nationale assume la charge des services généraux du réseau impérial et de la protection des lignes impériales, tandis que le budget d'un Territoire d'Empire ne supporte que les dépenses résultant de ses propres besoins. L'autorité et les attributions du ministre de la FOM et des gouverneurs sont respectées dans la nouvelle organisation; le chef du Service central de la Météorologie Coloniale reste responsable devant le ministre de la FOM et une large autonomie est assurée aux Services Météorologiques Coloniaux tandis que, sur le plan international, une représentation aussi complète que possible, dans le cadre de l'Organisation Météorologique Internationale, leur est garantie sous la seule réserve d'une discipline de front français commun».

Quoiqu'il en soit, l'ordonnance d'unification marque la disparition du Service Météorologique Colonial et, par suite, la fin de notre propos. L'évolution des Services sous l'autorité de la MN, leur prise en charge par les nouveaux Etats décolonisés, la mise en place de la Coopération puis de F ASECN A constituent une nouvelle histoire qui reste à écrire.

Nous terminons cette étude en exprimant deux regrets :

- lors de l'unification, la géophysique a été abandonnée. Outre le potentiel acquis dans ce domaine, notamment au Morne-des-Cadets, la Météorologie disposait du seul système opérationnel existant : veille permanente, télécommunications spécialisées, personnel qualifié. Il faudra attendre de longues années avant qu'un dispositif équivalent puisse être mis en place;

- profitant des connaissances acquises par les ingénieurs du SMC sur des Territoires couvrant la majeure partie de la zone intertropicale et en liaison avec les Services de recherche de la métropole, on n'a pas développé un Institut de Météorologie Tropicale. Nous étions certainement aussi bien armés que les USA quand ceux-ci ont créé l'Institut de Porto-Rico, et les résultats obtenus plus tard, avec des moyens limités, par l'équipe de recherche de l'ASECNA à Dakar, permettent de penser que la France avait là un rôle éminent à jouer.